



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale de la Protection des
Populations de Saône et Loire**

Unité environnement et autres filières
24 Boulevard Henri DUNANT
71000 MÂCON

MÂCON, le 08/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/12/23

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CHAROLLAIS VIANDES

ZA du Champ BOSSU 71 600 PARAY LE MONIAL

Références : 2024-0208
Code AIOT : 0057100913

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/12/2023 dans l'abattoir Charollais Viandes situé ZA du Champ Bossu 71 600 PARAY LE MONIAL. L'inspection a été annoncée le 07/12/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Charollais Viandes
- ZA du Champ Bossu 71 600 PARAY LE MONIAL
- Code AIOT : 0057100913
- Régime : Autorisation (rubrique 2210 abattoir)
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'abattoir Charollais Viandes situé ZA du Champ Bossu à Paray le Monial réalise l'abattage de bovins, veaux et petits ruminants ainsi que la découpe des carcasses des animaux abattus. L'installation réalise également la découpe de carcasses de porcs abattus dans d'autres abattoirs du groupe Tradival.

Activité encadrée au titre des ICPE par :

- Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°04/1623/2-3- du 26 mai 2004 (abattoir)
- Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°04/1624/2-3- du 26 mai 2004 (découpe)

Les principaux thèmes de visite retenus sont les suivants :

- La gestion des effluents et des sous-produits animaux générés par l'activité
- L'autosurveillance des rejets aqueux et la mise à jour du programme de surveillance (RSDE / compatibilité milieu)
- La consommation d'eau et les mesures mises en œuvre pour la réduire (Plan de Sobriété Hydrique)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ♦ les observations éventuelles ;
 - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Références réglementaires
3	Accès à l'établissement	Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°04/1623/2-3- du 26 mai 2004 (abattoir) art 2-3 Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°04/1624/2-3- du 26 mai 2004 (découpe) art 2-3
6	Eaux résiduaires industrielles	Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°04/1623/2-3- du 26 mai 2004 (abattoir) art 4-3
7	Recherche et réduction des substances dangereuses dans l'eau / compatibilité applicables aux installations classées pour la	Arrêté du 30 avril 2004 relatif aux prescriptions

N°	Point de contrôle	Références réglementaires
	du rejet avec le milieu récepteur	protection de l'environnement soumises à autorisation sous les rubriques n° 2210 et 3641 (art 27) Arrêté du 23 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2221 (préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement art 25

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constat

Fonctionnement globalement satisfaisant de l'installation. Néanmoins 2 non conformités déjà relevées lors de la précédente inspection perdurent et doivent faire l'objet des actions correctives correspondantes :

- Veiller à ce que les personnes étrangères à l'établissement n'aient pas libre accès à l'installation et leur faire systématiquement signer un registre entrée-sortie.
- Disposer d'une sonde opérationnelle permettant d'avoir une mesure fiable du débit des effluents.

Afin de prendre en compte les diverses évolutions survenues depuis la notification des arrêtés d'autorisation de l'installation (désormais même entité juridique propriétaire des deux activités (découpe et abattoir) / modification de la nomenclature / mise à jour du plan d'épandage / autosurveillance des rejets à compléter pour intégrer les substances ajoutées par l'AM RSDE et la notion de compatibilité milieu) un arrêté préfectoral complémentaire sera prochainement proposé à la signature du Préfet de Saône et Loire.

L'exploitant doit, avant cela, préciser à l'inspection certains éléments concernant :

- la modification du plan d'épandage souhaitée ;
- la mise à jour de l'autosurveillance des rejets aqueux de l'installation (valeurs limites d'émission et compatibilité milieu).

Le détail des informations complémentaires demandées est détaillé dans le courrier d'accompagnement du présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Classement ICPE

Références réglementaires :

Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°04/1623/2-3- du 26 mai 2004 (abattoir) art 1-2 et 1-3

Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°04/1624/2-3- du 26 mai 2004 (découpe) art 1-2 et 1-3

Thème(s) : Situation administrative, Classement ICPE

Prescriptions contrôlées :

Abattoir :

Art 1-2 : Capacité des installations :

La SA Abattoir CHAROLAIS-BRIONNAIS est autorisée pour une production de 7 000 tonnes de carcasses par an. La capacité maximale d'abattage journalier est de :

- 100 bovins,
- 30 veaux,
- 100 petits ruminants.

Art 1-3 : Liste des activités classées au titre des installations classées :

N° Rubrique	Intitulé de la rubrique installations classées	Caractéristique de l'installation et classement
2210-1	Abattage d'animaux. Le poids des carcasses susceptibles d'être abattues étant supérieur à 2 tonnes/jour	Production future maxi par jour : 47,20 tonnes/jour AUTORISATION

2355	Dépôt de peaux y compris les dépôts de peaux salées en annexe des abattoirs. La capacité de stockage étant supérieure à 10 tonnes	10 tonnes/jour DÉCLARATION
2920-2 b	Installation de réfrigération ou compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 ⁵ Pa La puissance absorbée étant supérieure à 50 kW mais inférieure à 500 kW	Puissance totale = 208 kW DÉCLARATION

Découpe :

Art 1-2 : La SA Charollais Viandes est autorisée pour une activité de 6 000 tonnes de carcasses par an.
Art 1-3 : Liste des activités classées au titre des installations classées :

N° Rubrique	Intitulé de la rubrique installations classées	Caractéristique de l'installation et classement
2221	Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale. La quantité de produit entrant étant supérieure à 4t/jour	Production maximum future par jour : 20t/jour en moyenne 30 t/jour en activité de pointe AUTORISATION
2355	Dépôt de peaux y compris les dépôts de peaux salées en annexe des abattoirs. La capacité de stockage étant supérieure à 10 tonnes	10 t/jour DÉCLARATION
2920-2 b	Installation de réfrigération ou compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 ⁵ Pa La puissance absorbée étant supérieure à 50 kW mais inférieure à 500 kW	Puissance totale = 179,50 kW DÉCLARATION

Constats :

Rubrique	Capacité constatée sur 2019	Capacité constatée sur 2022	Capacité constatée sur 2023	Commentaire
2210 : abattage	Moyenne annuelle = 21,4 t/j (5 000 t abattues sur 234 jours) - Activité de pointe le 22/02/19 avec 41,5 t abattues	1526 veaux abattus 4593 ovins et 5563 bovins pour un total de 3 787 tonnes abattues Pic d'activité le 02/05/22 avec 30,7 tonnes abattues	Un total de 3 066 tonnes abattues Pic d'activité de 28,6 tonnes /jour en avril	Baisse importante du tonnage abattu depuis plusieurs années. Activité d'abattage regroupée sur 4 jours depuis un an (lu, ma, jeu et ven)
2920-2-B	Rubrique supprimée par l'annexe I du Décret n°2018-900 du 22 octobre 2018			
2221 : découpe	Moyenne annuelle = 17,8 t/j (4 466 t découpées sur 251 jours) Activité de pointe en Août avec 19,8 t/j (417 t découpées sur 21 jours)	Activité de découpe sur 2022 : 3 400 tonnes dont 545 non abattues sur site	Activité découpe (donnée de fin novembre 2023 : 2 707 tonnes dont 520 non abattues sur site	Porcs abattus dans d'autres abattoir du groupe TRADIVAL et uniquement découpés sur le site de Charollais Viandes

Les activités d'abattage et de découpe sont désormais exploitées sous une seule et même entité juridique :
SA CHAROLLAIS Viandes.

Un arrêté préfectoral sera proposé afin de mettre à jour la situation administrative de l'installation.

L'installation de production de froid positif contient 110 kg d'ammoniac (non classée au titre de la rubrique
4735 (seuil à 150 kg))

L'installation de production de froid négatif contient quant à elle 60 kg de CO2.

Type de suites proposées : Sans suite

Action corrective demandée à l'exploitant : Aucune

N° 2 : Modification apportée à l'installation / Accident / Incident

Références réglementaires :

Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°04/1623/2-3- du 26 mai 2004 (abattoir) art 2-1 / 2-5

Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°04/1624/2-3- du 26 mai 2004 (découpe) art 2-1 / 2-5

Thème(s) : Modification apportée à l'installation / Accident / Incident

Art 2-1 : Les installations sont implantées, aménagées et exploitées conformément aux dispositions décrites dans le dossier de demande d'autorisation, lesquelles seront adaptées de telle façon qu'il soit satisfait aux prescriptions énoncées ci-après.

Tout projet de modification des installations, de leur mode d'utilisation ou de leur voisinage de nature à entraîner un changement notable de la situation existante doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Art 2-5 : Tout incident grave ou accident de nature à porter atteinte à l'environnement (c'est à dire aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement) doit être immédiatement signalé à l'inspecteur des installations classées à qui l'exploitant remet dans les plus brefs délais un rapport précisant les causes et les circonstances de l'accident ainsi que les mesures envisagées pour éviter son renouvellement.

Constats :

Porter à connaissance transmis en septembre 2023 par l'exploitant pour modifier le plan d'épandage des co-produits générés par l'installation (mélange composté des matières stercoraires, des refus de tamisage, des boues de flottation du prétraitement et des fumiers (cf item n°10 du présent rapport d'inspection).

Incident survenu le 21/06/2022 : grêle ayant endommagé la toiture des bâtiments de l'installation. L'activité a été arrêtée pendant une journée. Des travaux de désamiantage sont encore en cours sur une partie du toit de la bouverie et devraient s'achever à la fin du premier trimestre 2024.

Des trappes de désenfumage latérales et en toiture à déclenchement manuel et avec détection automatique ont été installées dans le couloir qui relie les deux bâtiments (respectivement la partie abattoir et la partie découpe) afin d'éviter une propagation de fumée entre les deux bâtiments.

Type de suites proposées : Sans suite

Action corrective demandée à l'exploitant : Aucune

N° 3 : Accès à l'établissement

Références réglementaires :

Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°04/1623/2-3- du 26 mai 2004 (abattoir) art 2-3

Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°04/1624/2-3- du 26 mai 2004 (découpe) art 2-3

Thème(s) : Accès à l'établissement

Prescription contrôlée :

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas libre accès aux installations. L'ensemble de l'installation est clôturé de façon à éviter toute intrusion dans l'établissement.

L'ensemble de l'installation d'où sont susceptibles de s'échapper des animaux normalement destinés à l'abattage est clôturée de façon à éviter toute fuite hors de l'établissement.

Constats :

L'installation est entièrement clôturée, cependant, les deux portails d'accès (côté découpe et côté abattoir) sont ouverts pendant toute la période d'activité, il est donc relever la possibilité d'entrer sur le site sans en informer l'exploitant (**non conformité déjà relevée lors de la précédente inspection**). Présence d'un registre des visiteurs à l'accueil. Côté abattoir, présence d'un logement de fonction pour le gardien.

Type de suites proposées : Susceptible de suite

Action corrective demandée à l'exploitant :

Veiller à ce que les personnes étrangères à l'établissement n'aient pas libre accès à l'installation et leur faire systématiquement signer un registre entrée-sortie.

Délai : dès réception du présent rapport

N° 4 : Consommation d'eau

Références réglementaires :

Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°04/1623/2-3- du 26 mai 2004 (abattoir) art 4-2
Arrêté du 30 avril 2004 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sous les rubriques n° 2210 et 3641 art 20

Thème(s) : Consommation d'eau**Prescriptions contrôlées :**

AP art 4-2 : L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau. Les installations de prélèvement doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Le relevé des indications est effectué tous les jours, et est porté sur un registre tenu à disposition de l'inspecteur des installations classées. Le réseau doit être équipé d'un disconnecteur à zone de pression réduite contrôlable (...).

AM art 20 : Les installations sont conçues et exploitées de manière à limiter les usages superflus de l'eau. Le niveau maximum de consommation liée aux opérations d'abattage ne dépasse en aucun cas la valeur de 6 litres d'eau par kilogramme de carcasse. [...]

Constats :

Relevés journaliers de la consommation d'eau effectué sur les trois sous-compteurs (1 pour l'abattoir et deux pour la partie découpe) (vu relevé informatique pour 2023).

Quantité d'eau consommée par l'activité abattoir sur l'année 2022 : 23 597 m³ pour 3 787 tonnes abattues, soit un ratio de 6,2 L/kg de carcasse abattu. Sur l'année 2023 (à date de l'inspection) consommation de 21 237 m³.

Quantité d'eau consommée par l'activité découpe sur l'année 2022 : 3 741 m³.

Disconnecteur présent sur l'arrivée d'eau générale vérifié le 12/10/2023 par l'APAVE : système conforme, absence de risque sanitaire.

Type de suites proposées : Sans suite**Action corrective demandée à l'exploitant :** Aucune

N° 5 : Sécheresse / réduction pérenne de la consommation d'eau

Références réglementaires :

Arrêté préfectoral sécheresse

Thème(s) : Plan de sobriété hydrique**Prescription contrôlée :**

[...] sont exemptées des restrictions quantitatives imposées les activités pouvant démontrer que leurs besoins ont été réduits au minimum par les mesures et techniques disponibles. Un document spécifique comportant les éléments justificatifs utiles (bilan des mesures temporaires mises en place, économie d'eau réalisées) est mis à disposition en cas de contrôle

Constats :

Réduction de la consommation d'eau présentée dans le plan de sobriété hydrique (PSH) de l'exploitant :

2019 : 30 349 m³

2020 : 30 076 m³

2021 : 32 146 m³

2022 : 27 338 m³

Ce PSH détaille la consommation d'eau par usage associé à pour chacun des trois compteurs d'eau présent sur le site et les bonnes pratiques mises en œuvre pour réduire cette consommation notamment :

- raclage des sols avant lavage
- buses adaptées aux différents nettoyages
- opérateurs formés etc

D'autres bonnes pratiques sont mises en œuvre par l'exploitant :

- Affichage ne pas gaspiller l'eau, signaler les fuites

- Sensibilisation avec livret d'accueil partie environnement
 - Charte d'utilisation rationnelle des ressources et des énergies du Groupe SICAREV
- La baisse d'activité d'abattage a conduit l'exploitant à réduire le nombre de jour d'abattage de 5 à 4 en 2023 réduisant le nombre de lavage de l'atelier abattoir.

Comme l'a détaillé l'exploitant dans son courrier de demande de dérogation transmis à l'inspection le 21/08/23, l'eau consommée est principalement utilisée pour assurer la sécurité sanitaire de la viande produite (lavage et désinfection des outils et des locaux) et le recours à une eau potable est imposée par la réglementation sanitaire (prescription également reprise dans les arrêtés préfectoraux de l'installation).

Type de suites proposées : Sans suite

Action corrective demandée à l'exploitant : Aucune

N° 6 : Eaux résiduaires industrielles

Références réglementaires :

Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°04/1623/2-3- du 26 mai 2004 (abattoir) art 4-3

Thème(s) : Eaux résiduaires industrielles

Prescription contrôlée :

Au vu de l'étude de traitabilité des eaux résiduaires, celles-ci sont rejetées dans l'ouvrage collectif appartenant à la commune de Paray le Monial.

Les effluents issus de l'abattoir et de ses annexes (bouverie, abattoir sanitaire, traitement des co-produits) doivent transiter par une station de prétraitement comprenant au moins :

- 1 dégrilleur de 6 mm
- 1 canal de comptage et de prélèvement asservi au débit ou tout autre système permettant de répondre aux exigences de la convention de rejets.

Tout broyage, macération ou autre procédé pouvant faciliter le passage de matières animales au-delà du stade de prétraitement est exclu. Ce dispositif est conçu de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

Les installations de prétraitement sont correctement entretenues, les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement, le résultat de ces mesures est porté sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des ICPE. Ces effluents ne doivent pas contenir de substances nocives en quantité suffisante pour inhiber le processus biologique de la station d'épuration.

Une convention régissant les rapports entre l'exploitant et le propriétaire du réseau d'assainissement est établie. Elle sera tenue à la disposition de l'inspecteur des installations classées et du service de la police de l'eau. Sans préjudice des dispositions de cette convention, les eaux déversées dans le dit réseau doivent répondre aux caractéristiques suivantes :

Paramètre	Flux journalier maximum
Volume	120 m ³
DBO5	150 kg
DCO	372 kg
MES	140
N global	20 kg
P	5 kg

Constats :

Présence d'un dégrilleur 6 mm puis d'un dégrilleur 750 microns. Pré-traitement mécanique uniquement basé sur le dégrillage et la décantation, aucun ajout de flocculant n'est réalisé.

L'exploitant a transmis la convention de déversement dans le réseau d'assainissement de Paray le Monial datant de février 2022.

Les données d'autosurveillance démontrent des dépassements réguliers du volume journalier des effluents rejetés (maximum relevé sur 2023 de 721 m³). D'après les commentaires de l'exploitant, la valeur mesurée est régulièrement non conforme (confirmation par rapport à la consommation d'eau définie à partir des relevés compteurs), cette non conformité était déjà relevée lors de la précédente inspection.

Type de suites proposées : Susceptible de suite

Action corrective demandée à l'exploitant :

Disposer d'une sonde opérationnelle permettant d'avoir une mesure fiable du débit des effluents

Délai : 1 mois

N° 7 : Recherche et réduction des substances dangereuses dans l'eau / compatibilité du rejet avec le milieu récepteur

Références réglementaires :

Arrêté du 30 avril 2004 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sous les rubriques n° 2210 et 3641 (art 27)

Arrêté du 23 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2221 (préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement art 25

Thème(s) : RSDE / compatibilité milieu

Prescription contrôlée :

AM du 30/04/2004 art 27 : Concernant les dispositions générales pour la fixation des valeurs limites d'émissions dans l'eau, les dispositions de l'article 21 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent.

Le rejet respecte les dispositions de l'article 22 du 2 février 1998 modifié en matière de :

- compatibilité avec le milieu récepteur (article 22-2-I) ;
- suppression des émissions de substances dangereuses (article 22-2-III).

Les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration ou en rendement indiquées en annexe I du présent arrêté.

AM du 23/03/2012 art 25 : Le rejet respecte les dispositions de l'article 22 du 2 février 1998 modifié en matière de :

- compatibilité avec le milieu récepteur (article 22-2-I) ;
- suppression des émissions de substances dangereuses (article 22-2-III).

Pour chaque polluant, le flux rejeté est inférieur à 10 % du flux admissible par le milieu.

La conception et l'exploitation des installations permet de limiter les débits d'eau et les flux polluants.

Constats :

Tableau de positionnement complété par l'exploitant et transmis au cours de l'inspection ainsi que la dernière version de la convention de déversement vers la station d'épuration de Paray le Monial.

Positionnement incomplet, seuls les résultats d'analyse sont reportés mais l'exploitant ne propose pas de valeurs limites d'émission en concentration et en flux en adéquation avec la compatibilité milieu du rejet ni des fréquences de suivies adaptées au cadre réglementaire. Par exemple, pour le paramètre SEH : l'exploitant ne propose aucun suivi alors que pour les rejets raccordés un suivi annuel doit être réalisé, idem pour les chlorures alors que le site effectue un salage des peaux et que cette substance est présente dans les rejets.

L'inspection détaille donc dans le courrier d'accompagnement pour chaque substance présente les compléments d'information nécessaires ainsi qu'une proposition de programme de surveillance.

Type de suites proposées : Susceptible de suite

Action corrective demandée à l'exploitant :

Transmettre à l'inspection les informations complémentaires demandées dans le courrier d'accompagnement afin d'établir la mise à jour du programme d'autosurveillance des effluents

Délai : deux mois

N° 8 : Autosurveillance**Références réglementaires :**

Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°04/1623/2-3- du 26 mai 2004 (abattoir) artv2-4 / 4-7

Thème(s) : Accès à l'établissement**Prescriptions contrôlées :**

Art 2-4 [...] Sur chaque canalisation de rejet d'effluents doivent être prévus un point de prélèvement d'échantillon et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant...).

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité.[...]

Art 4-7 : Le programme d'autosurveillance des consommations et des rejets est réalisé dans les conditions suivantes :

REJETS (aval prétraitement)		
PARAMETRES	UNITES	MODALITES - FREQUENCE - METHODES
Volume	m ³	En continu
Ph		En continu
Matières en suspension (MES)	mg/l et kg/j	1 contrôle mensuel
Demande Biochimique en O ₂ (DBO ₅)	mg/l et kg/j	1 contrôle mensuel
Demande chimique en oxygène (DCO)*	mg/l et kg/j	1 contrôle journalier
Azote Kjeldahl (NTK)	mg/l et kg/j	1 contrôle mensuel
Phosphore total	mg/l et kg/j	1 contrôle mensuel
Eléments traces métalliques	mg/l	1 contrôle annuel

* sur effluents non décantés

Le suivi est réalisé sur le rejet d'eaux résiduelles industrielles, à partir d'échantillon(s) prélevé(s) sur une durée de vingt-quatre heures, à jours décalés, proportionnellement au débit et conservé en enceinte réfrigérée.

Les résultats de ces mesures sont transmis mensuellement à l'inspecteur des installations classées, accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées. Les paramètres représentatifs de l'activité de l'établissement sont joints.

Constats :

Conforme, autosurveillance des rejets effectuée aux fréquences imposées et transmise sur GIDAF pour information de l'inspection. Vu point de prélèvement d'échantillons et point de mesures (débit, température et pH).

Type de suites proposées : Sans suite

Action corrective demandée à l'exploitant : Aucune

N°9 Odeurs :**Références réglementaires :**

Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°04/1623/2-3- du 26 mai 2004 (abattoir) art 3-3

Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°04/1624/2-3- du 26 mai 2004 (découpe) art 3-3

Thème(s) : Nuisances olfactives**Prescription contrôlée :**

L'établissement est aménagé et équipé de telle sorte qu'il ne soit pas à l'origine de nuisances olfactives pour le voisinage. Les déchets de l'abattoir hors déchets banals, purins, fumiers et matières stercoraires, seront stockés dans des enceintes en température contrôlée. Le sang dit d'équarrissage sera stocké dans une cuve réfrigérée ou tout autre dispositif similaire. Le sang valorisé par l'alimentation animale, sera stocké dans des citernes conservées en chambres froides. Le pompage du sang d'équarrissage sera effectué selon des systèmes assurant une totale maîtrise des nuisances olfactives.

Constats :

Conforme, sang et sous-produits animaux stockés dans des pièces à température contrôlée.

Le sang est stocké dans une citerne correctement identifiée située dans une pièce dédiée munie d'une rétention en cas de fuite. La station de pré-traitement est entièrement fermée limitant le dégagement d'odeur.

Type de suites proposées : Sans suite

Action corrective demandée à l'exploitant : Aucune

N°10 : Gestion des déchets et sous-produits animaux

Références réglementaires :

Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°04/1623/2-3- du 26 mai 2004 (abattoir) art 5

Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°04/1624/2-3- du 26 mai 2004 (découpe) art 5-1

Thème(s) : Déchets / sous-produits animaux

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise, notamment en effectuant les opérations de valorisation possibles.

Les déchets qui ne peuvent être valorisés doivent être éliminés dans des installations réglementées à cet effet.

Pour chaque catégorie de déchet et notamment les catégories de déchets définies par le règlement Européen 1069/2009, l'exploitant doit respecter le niveau de traitement ou d'élimination fixé par la réglementation en vigueur. Tout changement significatif de niveau doit être porté à la connaissance de l'inspecteur des installations classées.

Les éléments composés en tout ou partie de matières d'origine animale d'un diamètre supérieur ou égal à 6mm, recueillis lors du prétraitement des effluents de l'installation au cours de la phase de dégrillage ainsi que les boues de curage des canalisations situées en amont de ce traitement, sont collectés et transportés en tant que matières de catégorie 1 et éliminés par incinération.

Les lisiers, purins et fumiers ainsi que les matières stercoraires sont épandus après compostage. Les co-produits du prétraitement en aval du dégrillage 6mm, seront éliminés conformément à la réglementation en vigueur.

Dans l'attente de leur élimination finale, les déchets sont stockés dans des conditions assurant toute sécurité et ne présentant pas de risque de pollution et de nuisances. Les déchets organiques seront stockés dans des salles réfrigérées. Le sang sera stocké en cuve réfrigérée.

Pour les déchets spéciaux, les stockages temporaires avant recyclage ou élimination doivent être réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et être protégés de la pluie.

Constats :

Les sous-produits animaux sont évacués quotidiennement. En cas d'indisponibilité, possibilité de les stocker dans une pièce réfrigérée.

Le sang est stocké dans une cuve dans une pièce fermée et réfrigérée disposant d'une rétention adaptée.

Vu bordereau de reprise des sous-produits C1 n°09104 du 15/12/2023 (1 910 kg) à destination du site PROVALT JURA à Saint Amour.

Vu bordereau de reprise des sous-produits C3 n°67219 du 18/12/23 (1 100 kg) à destination du site de PROVALT JURA à Perreux.

Dans l'attente de leur enlèvement, les bacs de sous-produits sont stockés à l'extérieur sur une dalle permettant la récupération des jus d'écoulement.

L'eau de lavage de la bouverie est stockée dans une cuve située sous la bouverie avant d'être épandue.

Les matières stercoraires et le fumier sont stockés dans une benne localisée sur une dalle avec récupération éventuelle des jus en cas d'écoulement. Les refus de tamisage, les boues de dégraissage sont d'abord stockés dans la station de pré-traitement puis dans cette benne avant compostage puis épandage sur les parcelles agricoles définies dans le plan d'épandage.

L'exploitant a transmis à l'inspection une demande de modification de son plan d'épandage avec l'ajout de parcelles appartenant à l'EARL PORNET.

Ferraille, carton et DIB repris par la société EPUR

Le jour de l'inspection, dysfonctionnement au niveau du poste d'ouverture des panses par

conséquent, les matières stercoraires extraites ont été placées en bac C1.

Type de suites proposées : Sans suite

Action corrective demandée à l'exploitant : Aucune

N°11 Installations électriques :

Références réglementaires :

Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°04/1623/2-3- du 26 mai 2004 (abattoir) art 7.1.2

Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°04/1624/2-3- du 26 mai 2004 (découpe) art 7.1.2

Thème(s) : Installations électriques

Prescription contrôlée :

[...] La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications, sont fixées par l'arrêté du 10 octobre 2000 fixant les modalités des vérifications des installations électriques au titre de la protection des travailleurs ainsi que le contenu des rapports. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition des inspecteurs des installations classées.

Constats :

Les installations électriques de l'ensemble de l'installation (découpe et abattoir) ont été vérifiées par l'APAVE les 27 et 28/11/2023. L'exploitant a présenté les attestations Q18 (n°8285263-009-1 et 8284831-009-1) indiquant que les installations électriques ne peuvent pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion.

Type de suites proposées : Sans suite

Action corrective demandée à l'exploitant : Aucune

N°12 Moyens de lutte contre l'incendie :

Références réglementaires :

Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°04/1623/2-3- du 26 mai 2004 (abattoir) art 7.2.3 et 4.8.3

Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°04/1624/2-3- du 26 mai 2004 (découpe) art 7.1.3 et 4.8.3

Thème(s) : Incendie

Prescriptions contrôlées :

Art 7.1.3 :

L'établissement est pourvu, sous la responsabilité de l'exploitant, en accord avec le Service Départemental de Secours et de Lutte contre l'Incendie, des moyens d'intervention appropriés aux risques encourus. Ces moyens comportent au minimum :

- ⇒ un réseau de robinets incendie armés susceptible de couvrir l'ensemble de l'établissement;
- ⇒ un réseau d'extincteurs appropriés aux risques encourus ;
- ⇒ des exutoires de fumées, doublés de commandes manuelles, en partie haute de l'établissement.

Art 4.8.3

L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie est confiné sur le site

Constats :

Des trappes de désenfumage latérales et en toiture à déclenchement manuel et avec détection automatique ont été installées dans le couloir qui relie les deux bâtiments (respectivement la partie abattoir et la partie découpe) afin d'éviter une propagation de fumée entre les deux bâtiments.

Tous les extincteurs ont été vérifiés le 28/12/2023 par l'entreprise DESAUTEL.

L'intégralité des détecteurs a été vérifiée le 04/10/2023 par la société SSI.

Système de désenfumage vérifié par la société Air.Securit le 26/11/23.

Présence de trois poteaux incendie à proximité du site (PI n°35 / n°30 et n°31).

Vu procédure d'évacuation CV/PR/SEC/001 comprenant la rétention des eaux d'extinction.

Type de suites proposées : Sans suite

Action corrective demandée à l'exploitant : Aucune

N°13 Évacuation du personnel :

Références réglementaires :

Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°04/1623/2-3- du 26 mai 2004 (abattoir) art 7.2.2

Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°04/1624/2-3- du 26 mai 2004 (découpe) art 7.2.2

Thème(s) : Évacuation du personnel

Prescription contrôlée :

Les installations doivent comporter des moyens rapides d'évacuation pour le personnel. Les schémas d'évacuation sont préparés par l'exploitant, tenus à jour et affichés. Un plan d'opération interne (POI) devra être établi ; il devra notamment préciser le plan, les modalités et les conditions d'évacuation : alarme, éclairage de secours, balisage des circuits, détermination d'un site de rassemblement, organisation de l'évacuation, nomination d'un responsable sécurité chargé des mesures à prendre, désignation d'un responsable coordonnateur, mise en place de formations et d'exercices d'évacuation.

Constats :

Exercice d'évacuation incendie réalisé le 05/06/2023. Vu procédure d'évacuation CV/PR/SEC/001 comprenant la rétention des eaux d'extinction.

Type de suites proposées : Sans suite

Action corrective demandée à l'exploitant : Aucune

N°14 Eaux pluviales :

Références réglementaires :

Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°04/1623/2-3- du 26 mai 2004 (abattoir) art 4.6

Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°04/1624/2-3- du 26 mai 2004 (découpe) art 4.6

Thème(s) : Eaux pluviales

Prescription contrôlée :

Le réseau des eaux pluviales de l'établissement est raccordé au réseau pluviale communal. Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (hydrocarbures, ammoniac, etc) sont traitées avant rejet au milieu naturel par des dispositifs capables de retenir ou de neutraliser ces produits et suffisamment dimensionnés.

Constats :

Dernière intervention de vidange des deux séparateurs hydrocarbures du site réalisé le 09/10/2020. Vu devis signé en date du 15/12/2023 auprès de la société SARP pour effectuer le nettoyage des deux séparateurs hydrocarbures du site.

Type de suites proposées : Sans suite

Action corrective demandée à l'exploitant : Aucune

N°15 Produits dangereux / rétention :

Références réglementaires :

Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°04/1623/2-3- du 26 mai 2004 (abattoir) art 4.8. 1 et 2

Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°04/1624/2-3- du 26 mai 2004 (découpe) art 4.8 1 et 2

Thème(s) : Produits dangereux

Prescriptions contrôlées :

Art 4.8.1

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols (produits de nettoyage, huile alimentaire, ...) doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Pour le stockage de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 200 litres, la capacité de rétention doit être au moins égale à :

⇒ dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,

⇒ dans les autres cas 20 % de la capacité totale des fûts, sans être inférieure à 600 litres ou à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 600 litres.

La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou doivent être éliminés dans les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention.

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes doivent être étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles. Concernant les transferts notamment de sang, les citernes seront stationnées sur une aire étanche munie d'un point bas relié à la station de pré-traitement.

Les dispositions appropriées sont prises pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident se produisant dans l'enceinte de l'établissement, de déversements de matières qui, par leurs caractéristiques et par les quantités émises, seraient susceptibles d'entraîner des conséquences notables sur le milieu naturel récepteur. Une liste des dispositions prises, même occasionnellement, est établie par l'exploitant, elle est communiquée à l'inspecteur des installations classées et est régulièrement tenue à jour.

Le stockage de produits finis susceptibles d'entraîner une pollution du sol est associé à une protection du sol adaptée.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement doit être effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts, ...)

Art 4.8.2

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R 231-53 du Code du travail.

A l'intérieur de l'établissement, les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément à la réglementation en vigueur.

Constats :

Intégralité des produits de nettoyage placée sur rétention.

Vu procédure d'évacuation CV/PR/SEC/001 comprenant la rétention des eaux d'extinction.

Type de suites proposées : Sans suite

Action corrective demandée à l'exploitant : Aucune

N°16 Prévention de la pollution de l'air :

Références réglementaires :

Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°04/1623/2-3- du 26 mai 2004 (abattoir) art 3.1 et 3.2

Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°04/1624/2-3- du 26 mai 2004 (découpe) art 3.1 et 3.2

Thème(s) : Air

Prescriptions contrôlées :

3.1 Règles d'aménagement

Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées, des buées, des suies, des poussières ou des gaz susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publique, à la conservation des bâtiments et monuments et au caractère des sites.

3.2 Prévention des pollutions accidentelles

[...]Les systèmes d'extraction et de traitement font l'objet de vérifications périodiques.

Tout brûlage à l'air libre est interdit.

Constats :

Côté abattoir, les chaudières ont été remplacées par un ballon de 20 m³ avec brûleur intégré pour

une puissance de 240 kW

Côté découpe, la chaudière a été remplacée par un générateur d'eau chaude gaz de 20 kW.

Vérification annuelle des installations réalisée le 13/09/2023 par la société Thermigos.

Absence de brûlage à l'air libre le jour de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

Action corrective demandée à l'exploitant : Aucune
